

**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DU DEVELOPEMENT**

SECRETARIAT GENERAL

**COMITE NATIONAL
DE LA DETTE PUBLIQUE**



BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice

STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN TERME (SDMT) 2021 – 2023

Juillet 2020

Sommaire

SIGLES ET ABREVIATIONS	3
INTRODUCTION	4
I- MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2019	4
II- OBJECTIF DE LA GESTION DE LA DETTE ET CHAMP D'APPLICATION DE LA STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN TERME	6
III- DESCRIPTION ET ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXISTANTE	7
IV- CONTEXTE MACROECONOMIQUE	13
V- SOURCES DE NOUVEAUX FINANCEMENTS	15
VI- AXES DE LA STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE	20
VII- PLAN DE FINANCEMENT 2021	27
CONCLUSION	28

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFD :	Agence Française de Développement
AID ou IDA :	Association Internationale de Développement
AN	Assemblée Nationale
APD :	Aide Publique au Développement
BAD :	Banque Africaine de Développement
BADEA :	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDP :	Balance des Paiements
BID :	Banque Islamique de Développement
BOAD :	Banque Ouest Africaine de Développement
BRICS :	Brésil, Russie, Chine, Inde et Afrique du Sud
BTP :	Bâtiment et Travaux Publics
COVID-19 :	Maladie à Corona Virus
CNDP :	Comité National de la Dette Publique
CPIA :	Évaluation des Politiques et des Institutions Nationales (Country Policy and Institutional Assessment)
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS :	Droits de Tirage Spéciaux
EPIN :	Evaluation des Politiques et Institutions Nationales
FAD :	Fonds Africain de Développement
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FCFA :	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA :	Fonds International de Développement Agricole
FKDEA :	Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe
FMI :	Fonds Monétaire International
FSD :	Fonds Saoudien de Développement
IPPTE :	Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés
IADM :	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IBW :	Institutions de Bretton Woods
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
PIB :	Produit Intérieur Brut
PNDES :	Plan National de Développement Economique et Social
RPC	République Populaire de Chine
SCADD :	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SDMT :	Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme
SFD :	Système Financier Décentralisé
TIC :	Technologie de l'Information et de la Communication
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA :	Union Monétaire Ouest Africaine
USD ou \$US :	Dollar des Etats-Unis d'Amérique
XOF ou FCFA :	Franc de la Communauté Financière en Afrique

INTRODUCTION

Le Burkina Faso est entré dans une phase d'accélération des investissements de développement socio-économique au cours de ces dernières années. La Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) qui couvre la période 2021-2023, est élaborée pour accompagner cette accélération en constituant une base pour un endettement optimum dans la perspective de couvrir de façon efficiente, l'important besoin de financement que nécessite la mise en œuvre des projets et programmes de développement.

Elle devrait permettre au Gouvernement et notamment au Comité National de la Dette Publique (CNDP) d'orienter et de superviser les actes d'endettement tout en améliorant la gestion de la dette conformément aux standards internationaux. Le document de stratégie s'articule autour des points suivants :

- objectif de la gestion de la dette et champ d'application de la stratégie à moyen terme ;
- description et analyse du portefeuille de la dette existante ;
- contexte macroéconomique ;
- sources des nouveaux financements ;
- axes stratégiques.

Cependant, en premier point, il fait cas de la mise en œuvre du plan de financement 2019 tant en ce qui concerne le plafond d'endettement que l'atteinte des objectifs de risque et de coût du portefeuille.

I- MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2019

Pour 2019, conformément aux axes stratégiques, un plan de financement a été formulé arrêtant le plafond d'endettement au titre de l'année et définissant des termes indicatifs pour les instruments de financement. Sa mise en œuvre s'articule en deux (2) points.

1.1 RESPECT DU PLAFOND D'ENDETTEMENT

Le besoin de financement 2019 a été estimé à **1 198,070 milliards de FCFA** décomposé en :

- Déficit primaire : 372,194 milliards de FCFA
- Paiement des intérêts de la dette : 110,704 milliards de FCFA
- Paiement du principal : 715,172 milliards de FCFA

Ce montant de **1 198,070 milliards de FCFA** correspond également au plafond d'endettement de l'année 2019.

En termes d'exécution, la situation des tirages au 31 décembre 2019 se présente comme suit repartie comme suit :

Tableau 1 : Répartition des tirages par instruments de financement (en milliards FCFA)

Instruments	Montant prévu	Montant mobilisé
DETTE EXTERIEURE		
IDA_EUR_40	117,41	155,29

Instruments	Montant prévu	Montant mobilisé
IDA_USD_40	0,00	
CONC_USD_25	670,92	83,50
CONC_EUR_25	41,93	41,81
NCON_USD	8,39	22,65
NCON_EUR	0,00	
Total 1	838,65	303,25
DETTE INTERIEURE		
BOAD_CFA	14,38	33,44
MARCHE_CFA_10	143,77	125,00
MARCHE_CFA_5	0,00	101,38
MARCHE_CFA_10_IF	107,83	86,36
MARCHE_CFA_5_IF	53,91	151,43
MARCHE_CFA_2_IF	39,54	327,52
Total 2	359,42	825,13
TOTAL GENERAL (1+2)	1 198,070	1 128,38

En définitive, il ressort que le plafond d'endettement pour l'année 2019 n'a pas été atteint. Cette situation s'explique par l'évolution inverse des deux composantes de la dette publique (dette intérieure et extérieure).

En termes de dette intérieure, le plafond d'endettement pour l'année 2019 a été dépassé de **465,71 milliards de FCFA**. Cela est principalement dû à une importante mobilisation d'obligations du Trésor et des instruments de trésorerie, à savoir les Bons Assimilables du Trésor auxquels a eu recours le Trésor Public sur le marché financier sous régional pour faire face aux tensions de trésorerie et accompagner les efforts d'investissements du Gouvernement. En effet, en dépit des efforts réalisés par les régies de recettes dans la mobilisation des recettes propres, le contexte national a exigé plus d'effort en matière de dépenses, notamment sécuritaires.

Pour la dette extérieure, il apparaît une marge de **535,4 milliards de FCFA** par rapport au plafond d'endettement fixé. Toutefois, même si le plafond d'endettement n'est pas atteint, cela laisse entrevoir un problème relatif à la faiblesse des décaissements effectifs des emprunts projets et programmes. Pour changer qualitativement la donne, il convient de mener des audits des projets à faible taux de décaissement et de renforcer les actions de sensibilisation et d'accompagnement des acteurs chargés de la mise en œuvre des projets et programmes.

Par ailleurs, cette situation pourrait également s'expliquer par une faible mobilisation de certains instruments, notamment les prêts concessionnels en dollar.

S'agissant des termes indicatifs des instruments mobilisés, il faut noter que ces derniers ne sont pas toujours suivis au regard souvent de l'instabilité des certains éléments financiers sur les marchés financiers. Toutefois, une attention appropriée a été accordée au respect du plafond de **410 milliards de FCFA** en termes de valeur actuelle de la dette issue des conventions signées en 2020, convenu avec le Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC).

1.2 RISQUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2019

Trois risques principaux avaient été dégagés par la SDMT 2019-2021, à savoir un risque de refinancement, un risque de taux d'intérêt et un risque de taux de change

Tableau 2 : Situation des indicateurs de risque du portefeuille de la dette publique

Indicateurs de risques		Données de 2018	Cible en 2021	Données en 2019
Risques de refinancement	Maturité Moyenne du portefeuille de la dette totale (années)	11,6	9,5	8,5
	Dettes arrivant à échéance en une année (% du total)	6,9	19,7	17,9
	Dettes arrivant à échéance en une année (% du PIB)	3,7	9,0	7,9
Risques de taux d'intérêt	Temps moyen de refixation du taux d'intérêt (en années)	11,6	9,5	8,5
	Dettes à refixer dans un an (en % du total)	6,9	19,7	17,9
	Dettes à taux fixe (en % du total)	100,0	100,0	100,0
Risques de change	Dettes libellées en devises extérieures (en % du total)	71,9	56,9	49,8
	Dettes extérieures en % des réserves de devises	0,7	0,9	4,9

II- OBJECTIF DE LA GESTION DE LA DETTE ET CHAMP D'APPLICATION DE LA STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN TERME

L'objectif de la gestion de la dette demeure la satisfaction des besoins de financement de l'Etat tout (i) en lui permettant de faire face à ses obligations de paiement au moindre coût possible, (ii) en maintenant les risques à un niveau satisfaisant et (iii) en réalisant les autres objectifs des Autorités, notamment le développement des marchés financiers.

Cet objectif, repris par les différentes lois de finances, constitue un repère de contrôle du Parlement sur l'action gouvernementale en matière de gestion de la dette. Il appartient alors à l'Exécutif de prendre les dispositions lui permettant d'atteindre le but fixé.

La présente stratégie traduit la volonté du Gouvernement de parvenir à une gestion optimale de la dette, conforme aux standards internationaux. Elle constitue un plan d'endettement dont la mise en œuvre contribuera à atteindre les objectifs assignés à la gestion de la dette. Elle est également un document de plaidoyer auprès des Partenaires Techniques et Financiers.

Le champ de la présente stratégie couvre :

- la dette totale de l'administration centrale (dette extérieure et dette intérieure) ;

- la dette extérieure des démembrements de l'Etat¹ ;
- la dette publiquement garantie par l'Etat (dette extérieure et dette intérieure).

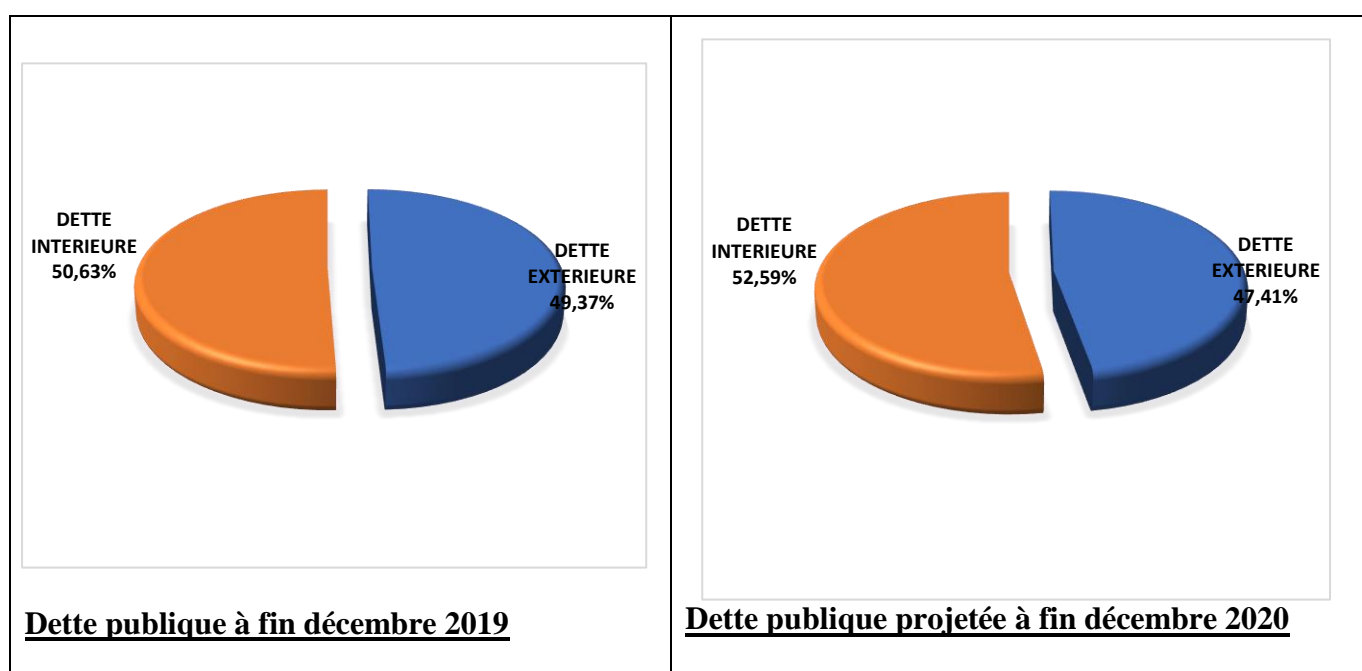
III- DESCRIPTION ET ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXISTANTE

Cette description se fera suivant l'évolution de l'encours de la dette publique, sa structure, le profil de remboursement et l'analyse des risques liés au stock.

3.1 EVOLUTION DU STOCK DE LA DETTE

Pour les besoins de formulation de la stratégie, l'encours de la dette a été projeté à fin décembre 2020 en considérant les hypothèses de décaissements et d'amortissement. Ainsi, cet encours ressortirait à 4 540,53 milliards de FCFA, soit 49,8% du PIB², avec une prédominance de la dette intérieure (critère de la monnaie). Il se décompose en 2 152,46 milliards de FCFA de dette extérieure (contre 1 958,79 milliards en 2019) et 2 388,07 milliards de FCFA de dette intérieure (contre 2 008,73 milliards en 2019), soit respectivement 47,41% et 52,59% de l'encours total.

Graphique 1: Composition de la dette publique à fin décembre 2019 et projetée à fin décembre 2020

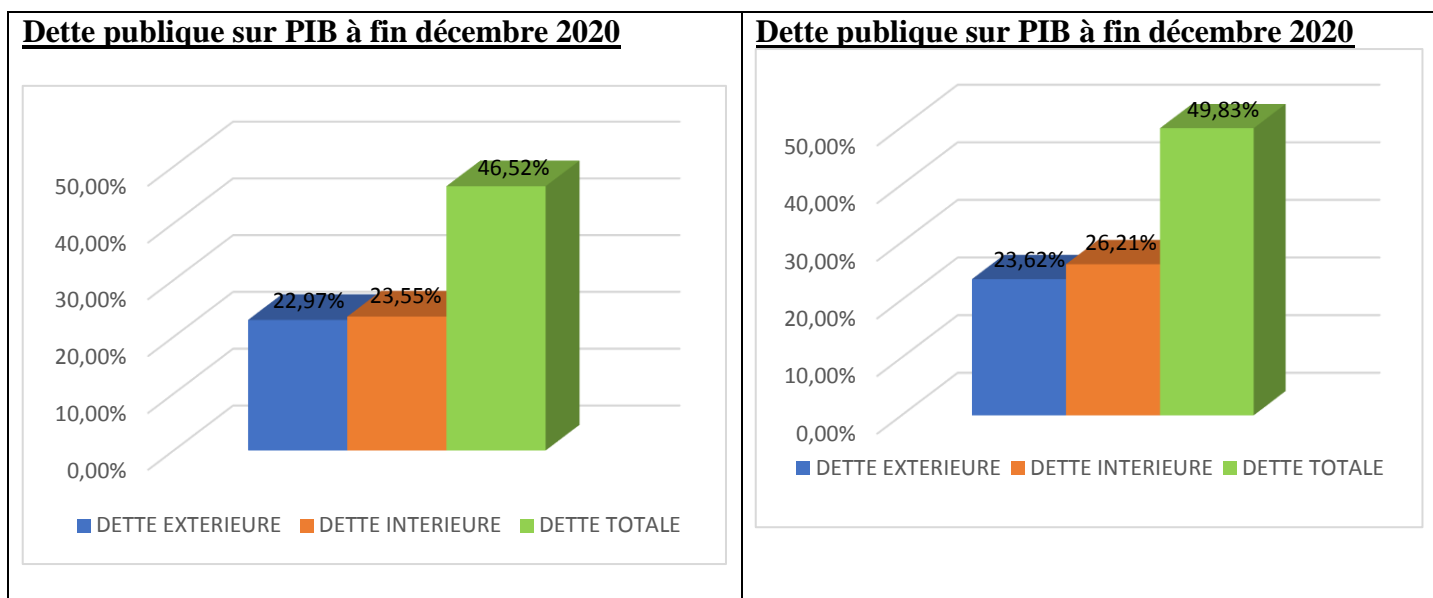


Source : Cellule technique d'endettement

¹ L'option a été délibérément faite d'intégrer la dette extérieure des démembrements de l'Etat (Collectivités Territoriales et Sociétés d'Etat) sans pour autant prendre leurs recettes en contrepartie.

² Le PIB nominal estimé à 9 113 milliards de FCFA en 2020

Graphique 2: Dette publique sur PIB à fin décembre 2019 et à in décembre 2020

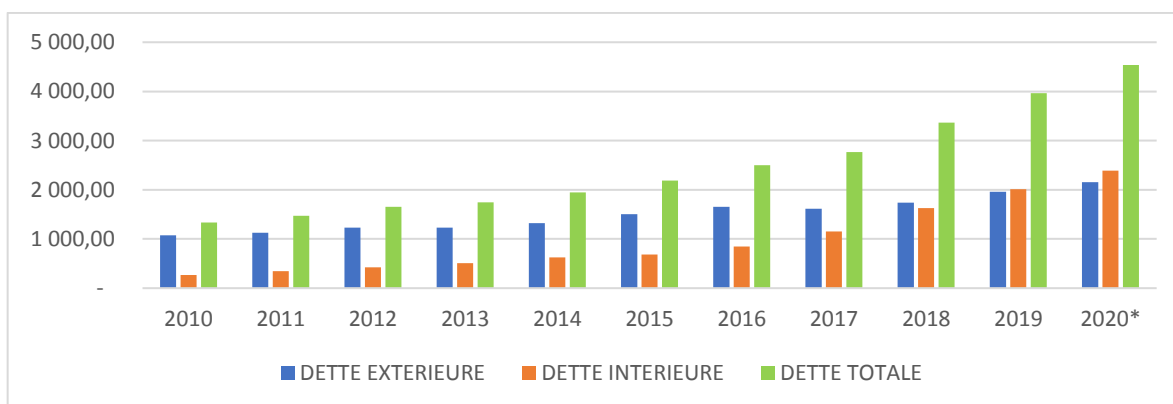


Source : Cellule technique d’endettement

Au cours de la dernière décennie, l’encours de la dette publique a connu une hausse continue, passant de 1 335,74 milliards de FCFA à fin 2010 à 2 188,51 milliards de FCFA à fin 2015 pour s’établir à 4540,53 milliards de FCFA en 2020, soit une croissance moyenne annuelle de 13,09%.

Ainsi, sur la période d’analyse, l’accroissement moyen annuel de l’encours de la dette publique est essentiellement porté par celui de la dette intérieure avec 24,91%, la dette extérieure n’ayant connu qu’une croissance annuelle moyenne de 7,34%. La croissance de la dette intérieure est principalement due à une importante mobilisation d’obligations du Trésor et des instruments de trésorerie, à savoir les Bons Assimilables du Trésor auxquels a eu recours le Trésor Public sur le marché financier sous régional pour faire face aux tensions de trésorerie et accompagner les efforts d’investissements du Gouvernement. En effet, en dépit des efforts réalisés par les régies de recettes dans la mobilisation des recettes propres, le contexte national a exigé plus d’effort en matière de dépenses, notamment sécuritaires

Graphique 3: Evolution de l’encours de la dette publique de 2010 à 2020 (en milliards de FCFA)



*2020 projeté

Source : Cellule technique d’endettement

3.2 STRUCTURATION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXISTANTE

Pour l'année 2020, la structure de la dette publique est marquée par une proportion plus élevée de la dette intérieure (52,59%) par rapport à la dette extérieure (47,41%).

La dette extérieure se décompose en dette multilatérale, bilatérale et commerciale. Elle est totalement libellée en devises étrangères (Euro, Dollar, Rial saoudien, Dinar koweïtien, etc.).

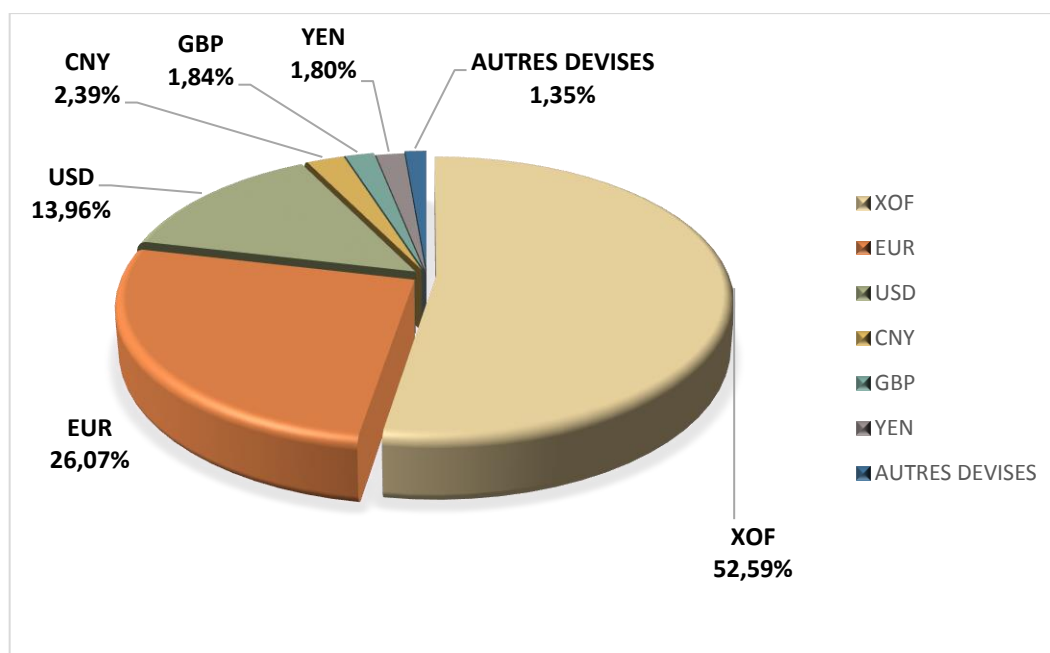
La dette multilatérale avec un encours de 1 914,57 milliards de francs CFA représente à elle seule 88,95% de l'ensemble de la dette extérieure dont le taux d'intérêt moyen est estimé à 0,9% l'an.

La dette intérieure est majoritairement composée de titres publics (Bons et Obligations du Trésor). Avec un encours de 2 388,07 milliards de francs CFA, elle a connu un accroissement de 18,89% comparativement à fin 2019. Les titres publics représentent 73,17% de l'encours intérieur en 2020.

Le recours aux instruments de dette intérieure libellés en CFA mobilisés auprès du FMI, de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et des banques locales représente le reste des 26,83% de l'encours de la dette intérieure en 2020.

La décomposition par devises du stock de la dette indique une prédominance du franc CFA (52,59%), suivi de l'Euro (26,07%) et du Dollars des Etats-Unis (13,96%).

Graphique 4: Proportion de la dette libellée en devises à fin décembre 2020



Source : Cellule technique d'endettement

Le service de la dette publique au titre de l'année 2020 est projeté à 519,30 milliards de FCFA contre 345,07 milliards de FCFA au 31 décembre 2019, soit une hausse de 50,49%.

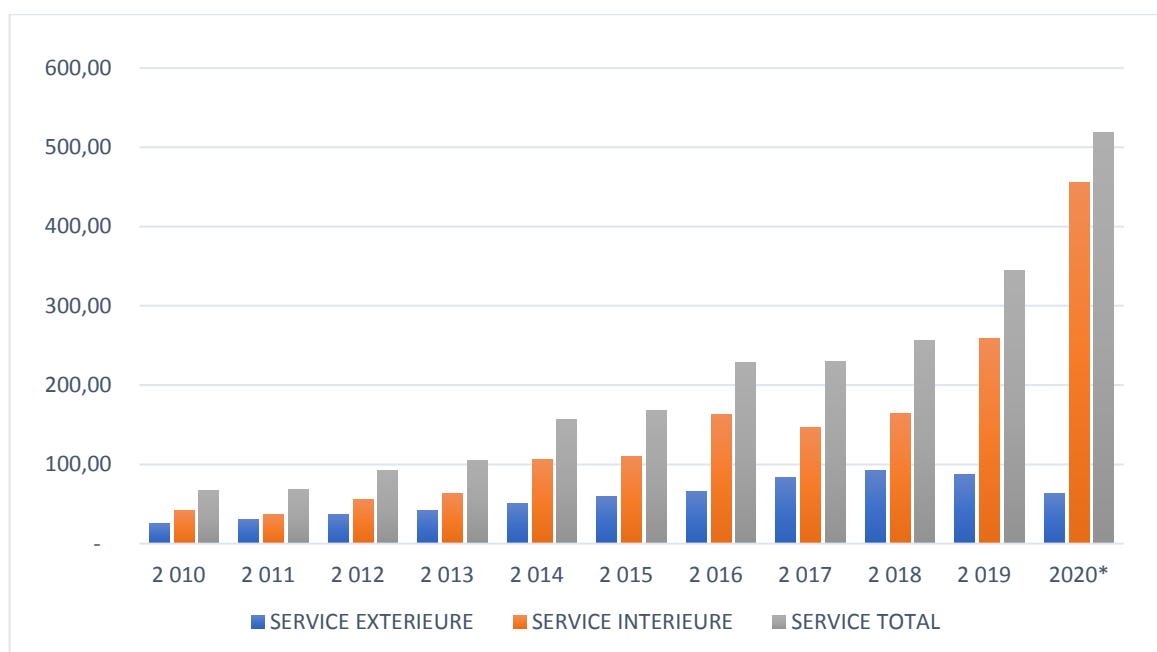
Les fluctuations observées dans l'évolution de l'encours de la dette ont eu un impact significatif sur l'évolution du service de la dette publique.

Sur la période 2010-2020, il ressort un accroissement plus accentué du service de la dette intérieure (+30,78% en moyenne annuelle) par rapport à celui de la dette extérieure (+11,02% en moyenne annuelle). Ainsi, le service total de la dette est passé de 66,68 milliards de FCFA en 2010 à 168,35 milliards de FCFA en 2015 pour s'établir à 519,30 milliards de FCFA en 2020, soit une progression annuelle moyenne de 24,09%.

En 2020, le service de la dette se décompose en dette extérieure et intérieure de montants respectifs 63,16 milliards de FCFA (12,16%) et 456,30 milliards de FCFA (87,84%). La hausse du service de la dette intérieure est essentiellement imputable aux différentes opérations de mobilisation des financements sur le marché monétaire et financier sous régional.

Il convient de signifier qu'à fin 2020, il est projeté une baisse du service de la dette extérieure de 27,16%. Cette baisse s'expliquerait par les mesures annoncées par le FMI et les pays participant à l'initiative de suspension du service de la dette du G20 dans le cadre de la riposte aux effets de la pandémie de la COVID-19.

Graphique 5: Evolution du service de la dette publique de 2010 à 2020 (en milliards de FCFA)



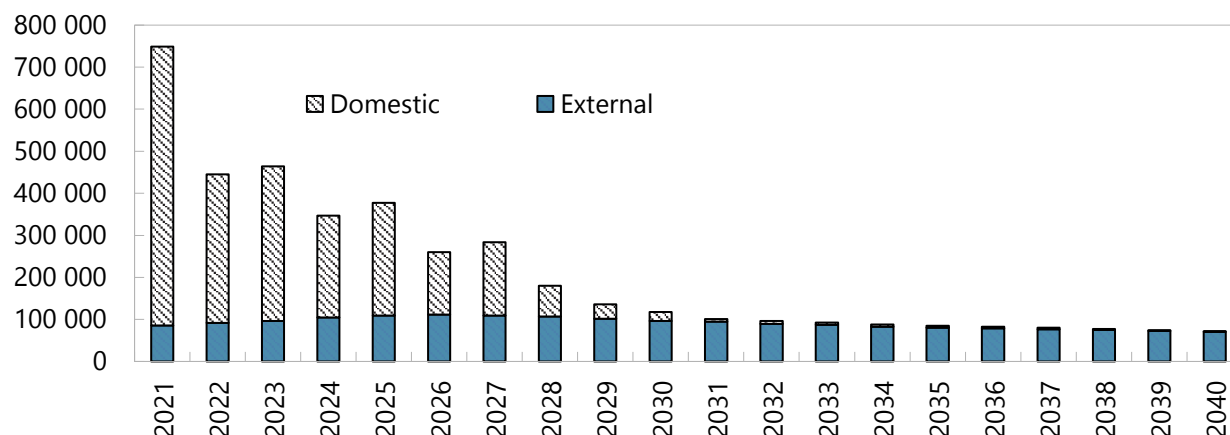
*service projeté

Source : Cellule technique d'endettement

3.3 LE PROFIL DE REMBOURSEMENT

Le graphique 6 ci-dessous présente le profil de remboursement de la dette actuelle. Il laisse apparaître un risque important de refinancement sur les trois (03) prochaines années (2021-2023) qui est dû essentiellement à la concentration des échéances de remboursement d'obligations et de bons du Trésor émis antérieurement. A titre illustration, en 2021, la part de la dette intérieure à rembourser est de 799,64 milliards de FCFA contre 99,39 milliards de FCFA pour la dette extérieure, soit respectivement en valeur relative 88,94% et 11,06%. L'explosion du service de la dette peut se justifier par le recours aux instruments du marché financier sous régional souvent plus coûteux, pour faire face aux tensions de trésorerie et accompagner les efforts d'investissements du Gouvernement.

Graphique 6: Profil de remboursement de la dette à fin 2020 (en millions de FCFA)



Source : Cellule technique d'endettement

3.4 CARACTERISTIQUES DE COÛT ET DE RISQUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DECEMBRE 2020

L'analyse des coûts et des risques associés à la dette existante permet d'apprécier les risques liés à la composition du portefeuille selon l'origine et le type de créanciers, les devises et les échéanciers y relatifs ainsi que les indicateurs de risques relatifs à ces devises. Cette analyse devrait permettre d'identifier la stratégie d'endettement idoine pour mitiger ces risques.

Le stock de la dette a un coût relativement faible. Le taux d'intérêt moyen pondéré ressort à 3,5%. Ce taux est amoindri par la dette extérieure qui représente une part importante du portefeuille avec un taux d'intérêt moyen de 0,9%. La dette intérieure, essentiellement constituée de titres publics émis sur le marché financier sous régional coûte six (06) fois plus chère avec un taux d'intérêt moyen de 5,7%.

Le risque de refinancement du portefeuille reflète l'exposition à l'incapacité de refinancer la dette dans les mêmes termes. Il est mesuré par le temps moyen nécessaire au remboursement total du portefeuille de la dette. La maturité moyenne du portefeuille est de 8,5 ans et la proportion arrivant à échéance en un an représente 15,5 % de la dette totale. Particulièrement pour la dette intérieure, la maturité moyenne ressort à 3,1 ans et 27,8% de cette composante de la dette publique arrive à échéance dans l'année.

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition du portefeuille aux variations des taux d'intérêt du marché. Contrairement aux années précédentes, ce risque diffère de celui de refinancement. Cette situation s'explique par l'existence de dette à taux variable dans le portefeuille de la dette publique en 2020. La dette à refixer en 2021 est estimée à 16% du stock. Elle est tirée essentiellement par le niveau élevé de la proportion de la dette intérieure à refixer dans l'année à de nouveaux taux d'intérêt qui est évaluée à 27,8%.

Le risque de taux de change représente l'exposition du portefeuille aux variations du taux de change. Une forte proportion du portefeuille de la dette publique (47,41%) est libellée en devises étrangères dont 21,33% évoluant en corrélation avec le dollar US et 26,07% en Euro. La proportion de la dette libellée en Euro atténue l'exposition au risque de change du fait de la fixité de la parité entre le FCFA et l'Euro. L'encours de la dette extérieure représente 12,10% des réserves de devises. L'appartenance du Burkina Faso à la zone communautaire UEMOA où les réserves de change sont communes, contribue à limiter les risques liés à l'insuffisance de devises pour faire face au règlement du service de la dette.

En somme, les risques auxquels est exposé le portefeuille de la dette publique du Burkina Faso ne paraissent pas insurmontables pour le pays. Toutefois, une attention appropriée doit être apportée à la composante intérieure de cette dette au regard de son rythme de croissance qui impacte négativement sur le taux d'intérêt moyen du portefeuille. Cette situation expose plus le portefeuille de la dette aux risques de refinancement, de taux d'intérêt et de taux de change.

Tableau 3 : Indicateurs des coûts et risques de la dette existante

Indicateurs de risques		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Encours en millions de FCFA		2 152 458,0	2 388 071,8	4 540 529,8
Taux de change nominal FCFA/USD		596,3		
Encours en millions de dollar US		3 609,8	4 005,0	7 614,8
PIB nominal en millions de FCFA		9 112 990,7		
Encours en % du PIB		23,6	26,2	49,8
Valeur actuelle de la dette en % du PIB		14,6	26,2	40,8
Coût de la dette	Intérêts en % du PIB	0,2	1,5	1,7
	Taux d'intérêt moyen en %	0,9	5,7	3,5
Risques de refinancement	Maturité Moyenne du portefeuille de la dette totale (années)	13,707	3,1	8,5
	Dette arrivant à échéance en une année (% du total)	3,486	27,8	15,5
	Dette arrivant à échéance en une année (% du PIB)	0,940	7,3	8,2
Risques de taux d'intérêt	Temps moyen de refixation du taux d'intérêt (en années)	13,647	3,1	8,5
	Dette à refixer dans un an (en % du total)	4,6	27,8	16,0
	Dette à taux fixe (en % du total)	98,9	100,0	99,4
	Bons du Trésor (en % du total)	0,0	11,1	5,4
Risques de change	Dette libellée en devises extérieures (en % du total)			47,4
	Dette extérieure en % des réserves de devises			12,1

Source : Cellule technique d'endettement

Au regard donc de ces caractéristiques de coûts et de risques, il ressort deux risques majeurs :

- les risques de refinancement, notamment la maturité moyenne de la dette intérieure qui apparaît très courte, 3,1 ans et la dette intérieure arrivant à échéance en une année (27,8%) ;
- les risques de taux d'intérêt, principalement le temps moyen de refixation du taux d'intérêt de la dette intérieure (3,1 ans) et la dette à refixer dans l'année (27,8%).

IV- CONTEXTE MACROECONOMIQUE

Le cadrage macroéconomique utilisé pour l'analyse couvre la période 2021-2041. Son élaboration intervient dans un contexte marqué par la pandémie de la COVID-19 et les mesures de mitigation prises pour limiter sa propagation et ses effets socio-économiques. La politique économique en vigueur est marquée par la suspension du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA ainsi que par l'achèvement du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 et du programme Facilité élargie de crédits (FEC) conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) pour la période 2018-2020.

A moyen terme, l'activité économique connaîtrait une accélération de sa croissance. En effet, le taux de croissance du PIB réel se situerait à 5,8% en 2021 ; 5,6% en 2022 et 6,0% en 2023 après une estimation de 2,8% attendue en 2020.

4.1 HYPOTHESES DU CADRAGE MACROECONOMIQUE

Le cadrage macroéconomique sur la période de projection 2021-2023 se base sur les principales hypothèses suivantes :

- une croissance de la production céréalière projetée à 4,89% en 2021 et 2022 et à 4,95% en 2023 contre 4,29% en 2020, en lien avec une bonne pluviosité et la mise en œuvre efficace des actions du Gouvernement pour accompagner le monde rural ;
- une production d'or projetée à 55 863,43 kg en 2021 (+10,4%), à 58 642,04 kg en 2022 et 2023 contre 50 606,74 kg en 2020, en lien avec l'entrée en production de la société Orezone Bomboré SA en 2021;
- une production de zinc attendue à 211 243,80 tonnes par an sur la période 2021-2023 ;
- une reprise de l'exploitation du site de manganèse attendue avec une production projetée à 500 000 tonnes en 2023.

➤ Le secteur réel

L'activité économique devrait connaître une croissance estimée à 5,8% en 2021, tirée par les secteurs secondaire (+6,90%) et tertiaire (+5,92%).

La bonne tenue du secteur secondaire devrait se renforcer à moyen terme, sous l'impulsion du dynamisme du sous-secteur des BTP avec la poursuite et le démarrage de grands travaux de construction, de réhabilitation et d'entretien de routes et de pistes rurales dans les treize (13) régions. Le sous-secteur profiterait également des travaux d'aménagement de voiries urbaines et ceux entrant dans le cadre de l'organisation des festivités du 11 décembre 2020 dans la région des Cascades et de la poursuite des travaux de construction du pont Nazinon et de l'aéroport de Donsin.

Le secteur tertiaire connaîtrait à moyen terme une accélération du rythme de sa croissance en lien avec l'augmentation attendue des dépenses de subvention et de transfert pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnement face à la pandémie du coronavirus. Le secteur serait également soutenu par la poursuite des réformes visant l'amélioration du climat des affaires, le dynamisme du secteur des télécommunications et des services financiers.

La dynamique de l'activité économique en perspective se réaliserait dans un contexte de maîtrise de l'inflation, en lien avec la poursuite des mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère.

➤ Les finances publiques

Rapportés au PIB nominal, les recettes totales et dons se situeraient en moyenne à 21,19% sur la période 2021-2023. Entre 2024 et 2030, ce ratio représenterait en moyenne annuelle 20,99% du PIB nominal. Sur la période de projection (2021-2030), le taux de pression fiscale ressortirait en moyenne à 17,96% en amélioration par rapport à la prévision de 2020 (15,80%). Cette évolution des prévisions repose principalement sur les effets attendus des différentes réformes entreprises au niveau des régies de recettes dans le sens d'élargir l'assiette fiscale d'une part, et de lutter contre la fraude, le faux et la corruption d'autre part. Il s'agit principalement de la modernisation des procédures de recouvrement de recettes avec le renforcement des télé-procédures. Il sera également procédé à l'interconnexion des logiciels métiers en vue d'un partage d'informations pour mieux contrer l'évasion fiscale.

Sur la période 2021-2023, les dépenses totales hors intérêts ressortiraient en moyenne à 24,29% du PIB. Entre 2024-2030, les dépenses totales hors intérêts représenteraient en moyenne annuelle 23,62% du PIB. Les dépenses courantes hors intérêts rapportées au PIB, sur la période 2021-2030, seraient en moyenne de 13,41% contre 16,30% en 2020. Quant aux dépenses d'investissements, elles représenteraient 10,41% du PIB en moyenne sur la période de projection contre 9,70% en 2020. Cette dynamique est en cohérence avec la volonté du Gouvernement de maîtriser les charges courantes de l'administration afin de dégager plus de marges pour les investissements structurants.

Sur la période 2021-2030, le déficit global (dons compris) ressortirait en moyenne à 3,26% du PIB contre 4,72% en 2020. Ce déficit serait comblé par un financement extérieur net moyen de 1,27% du PIB et un financement intérieur net moyen de 1,99% du PIB.

➤ La balance des paiements

Au cours des trois prochaines années (2021-2023), le solde global de la Balance des paiements (BDP) ressortirait excédentaire, avec un ratio annuel moyen sur le PIB de 0,60%. Sur cette période, le solde des transactions courantes rapporté au PIB ressortirait déficitaire en moyenne de 5,26%, imputable principalement aux soldes des comptes des services (-5,31% en moyenne) et du revenu primaire (-2,17% en moyenne).

En ce qui concerne les échanges internationaux de marchandises, la balance commerciale ressortirait excédentaire sur toute la période avec une moyenne de 16,64 milliards de FCFA, en lien avec la progression projetée de l'activité minière. En effet, les exportations seraient en croissance avec une part moyenne de 23,54% du PIB sur la période en lien avec l'accroissement des expéditions de l'or non monétaire et du coton. S'agissant des importations, elles connaîtraient également une augmentation avec une part moyenne de 23,35% du PIB, imprimée principalement par la hausse des importations des produits pétroliers.

Sur la période 2024-2030, les soldes significatifs de la balance des paiements se caractériseraient par les évolutions suivantes :

- une balance commerciale dont l'excédent se réduirait progressivement pour ressortir déficitaire à partir de l'année 2023 ;
- une balance des services qui resterait déficitaire sur toute la période ;
- une balance du revenu primaire dont le déficit se creuserait en lien principalement avec la progression des revenus des investissements versés aux non-résidents ;
- un solde du revenu secondaire (transferts courants) dont l'excédent serait en augmentation en rapport principalement avec la croissance des envois de fonds des migrants ;

- un compte de capital excédentaire en relation principalement avec les transferts reçus par l'Etat sous forme de dons-projets ;
- un compte d'opérations financières excédentaire sur toute la période, imputable aux décaissements nets au profit de l'Etat et aux investissements de portefeuille.

Le solde global de la balance des paiements, résultant de ces soldes significatifs, serait excédentaire sur la période 2024-2030.

4.2 FACTEURS DE RISQUES

Des incertitudes émanant de l'environnement national et international peuvent influencer les perspectives macroéconomiques à court, moyen et long terme.

Les principaux risques identifiés au niveau national sont relatifs :

- à la menace sécuritaire, notamment les attaques terroristes et les conflits communautaires entraînant une crise humanitaire avec de nombreux déplacés internes ;
- à la vulnérabilité de l'agriculture aux aléas climatiques et la persistance des attaques des cultures (chenilles légionnaires, oiseaux granivores et autres organismes nuisibles) ;
- à la dégradation du climat social ;
- au regain de la pandémie de la COVID-19.

Au niveau international, les risques potentiels sont liés entre autres :

- à la persistance de la pandémie de la COVID-19 ;
- à la volatilité des cours des matières premières exportées, notamment l'or, le coton et le zinc ;
- au renchérissement du cours du baril de pétrole.

V- SOURCES DE NOUVEAUX FINANCEMENTS

Le contexte de mobilisation de ressources est marqué par un niveau de réalisation des recettes propres en deçà des prévisions et une remontée des flux d'aides extérieures. Le schéma de financement pour la mise en œuvre du PNDES a consacré deux types de ressources : (i) les ressources propres pour 63,8% du coût total et (ii) des ressources extérieures pour 36,2%. Au niveau interne, les performances enregistrées restent en deçà des attentes. En effet, les ressources mobilisées au cours des quatre années de mise en œuvre du PNDES (2016-2019) se sont établies à 5 908,46 milliards de FCFA, contre une prévision de 7 298,9 milliards de FCFA, illustrant un gap de mobilisation d'environ 19%. Au niveau externe, on assiste à une remontée des volumes d'Aide publique au développement (APD) à partir de 2017 après une phase de quasi-stagnation entre 2014 et 2016. En effet, les volumes d'APD sont passés de 663,11 milliards de FCFA en 2017 à 907,41 milliards des FCFA en 2019 soit un taux de progression de 36,84 %.

Dans l'objectif de renforcer les capacités de mobilisation des ressources propres, dynamiser davantage la coopération existante et nouer des accords de coopérations avec de nouveaux partenaires au développement, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre des réformes nécessaires. C'est dans cette optique que les sources potentielles de financement sont à explorer. Fonds Africa50, AFREXIMBANK, New Development Bank (NDB), Brésil, Turquie, Suède et Hollande).

5.1 SITUATION DES FINANCEMENTS INTERIEURS

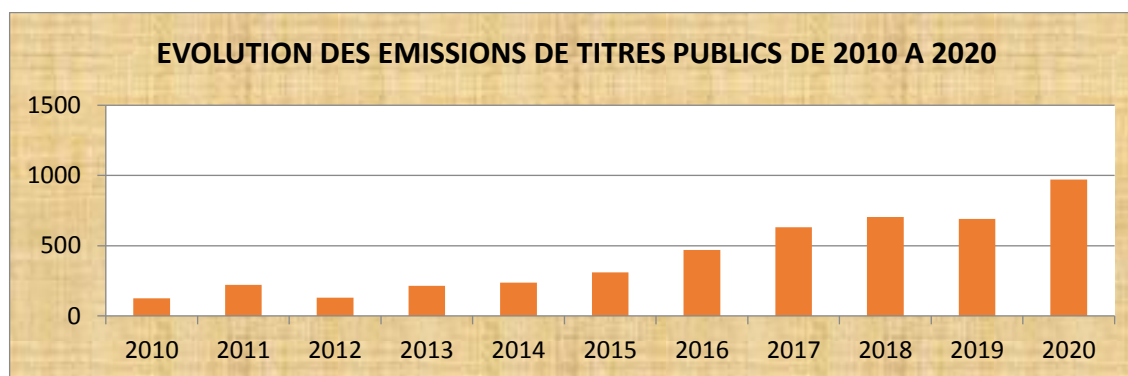
Elle présente l'évolution des émissions des titres publics et les perspectives d'endettement.

5.1.1 L'évolution des émissions de titres publics

Depuis l'année 2002, le financement intérieur est assuré principalement par l'émission de titres publics. Le Burkina Faso mobilise des ressources par appel public à l'épargne (syndication) et par adjudication. Le cadre réglementaire mis en place par la BCEAO et l'Agence UMOA-Titres prévoit deux types d'instruments à savoir les bons du Trésor qui sont d'une durée maximale de deux (02) ans et les obligations du Trésor pour des maturités de trois (03) ans au moins.

Le montant total des titres émis de 2010 à 2020³ s'élève à 4 529,15 milliards de FCFA. Après une période de progression erratique des émissions entre 2010 et 2013, on note une hausse significative des ressources mobilisées à partir de 2014, passant de 236,23 milliards de FCFA à 801 milliards de FCFA en 2020, soit un taux de progression de 239,07% et une progression annuelle moyenne de 34,15%.

Graphique7: Evolution des émissions de titres publics de 2010-2020 (en milliards de FCFA)



*Projection 2020

Source : Cellule technique d'endettement

L'analyse sur la période 2010-2020 montre que les émissions de titres publics de court terme (bons du Trésor) sont plus importantes que celles à moyen et long termes (obligations). Le montant cumulé des émissions de bons du Trésor de 2010 à 2020 s'élève à 2 516,158 milliards de FCFA contre 2 012,993 milliards de FCFA pour les obligations du Trésor soit 55,5% des émissions de titres publics. Cette prééminence des bons du Trésor s'explique essentiellement par un besoin de financement des besoins temporaires de trésorerie.

Tableau 4 : Répartition des titres publics par nature d'instruments de 2010 à 2020 (en milliards FCFA)

Instruments	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*
Bons du Trésor	82,645	160,809	96,726	91,352	194,553	211,957	303,5	278,573	357,523	327,523	409,193
Obligations	43,283	60,6	32,353	121,6	41,676	96,72	165	351,773	347,187	362,801	562,369
Total	125,928	221,409	129,079	212,952	236,229	308,677	468,5	630,346	704,707	690,324	971,562

*Prévision

Source : Cellule technique d'endettement

³ Suivant le plan d'émission de l'année.

Le taux d'intérêt moyen des bons de 2010 à 2020 est ressorti à 4,60% pour une maturité de 3 mois, à 5,20% pour 6 mois et à 5,70% pour les bons d'un (01) à deux (02) ans. Le taux d'intérêt moyen des obligations s'établit à 6,07% et 6,20% respectivement pour les maturités de 3 ans et 5 ans et à 6,47% pour les maturités supérieures à 5 ans.

5.1.2 Les perspectives de mobilisation des financements intérieurs 2021-2023

Les émissions simultanées de bons du Trésor et/ou obligations du Trésor avec des maturités au choix pourraient être maintenues afin d'augmenter les chances de couvrir des besoins exprimés par l'Etat.

Quant aux émissions d'emprunts obligataires, il est envisagé le renforcement des émissions par appel public à l'épargne.

Tableau 5 : Hypothèses et conditions retenues pour les titres publics

Instruments	Taux d'intérêt ⁴	Différé (ans)	Maturité (ans)
Obligations > 5 ans	6,50%	2	8
Obligations à amortissement annuel	6,25%	0	5
Obligations in fine_3 ans	6,15%	2	3
Obligations in fine_5 ans	6,25	4	5
Bons du Trésor à 12 mois	6,00%	0	1
Bons du Trésor à 6 mois	5,50%	0	0,5
Bons du Trésor à 3 mois	4,00%	0	0,25

Source : Cellule technique du CNDP

5.2 NOUVEAUX FINANCEMENTS EXTERIEURS

Il existe une large gamme de sources de financements extérieurs, mais pour pallier à l'amenuisement des flux concessionnels, les financements non concessionnels seront envisagés. Ces financements seront déterminés en tenant compte de l'origine du créancier, du caractère concessionnel ou non des emprunts et des mobilisations de financements antérieurs à la période d'analyse.

La démarche adoptée s'est articulée autour :

- de l'historique des mobilisations de ressources extérieures ;
- des potentielles sources de financements en exploration ;
- des sources alternatives de financements.

5.2.1 L'historique des mobilisations des ressources extérieures

Sur la période 2016 à 2020, le poids moyen de chaque créancier dans le total des décaissements a été déterminé sur la base historique des tirages. Les trois (03) tirages les plus importants représentent 74,22% du total des décaissements de la période. Ils proviennent de l'IDA/BM (47,63%), de la BID (15,99%) et de la BAD/FAD (10,60%).

⁴ Le taux d'intérêt de certains ces instruments sont indicatifs et pourrait être déterminé par le marché.

La ventilation par type de créancier indique qu'en moyenne 91,49% des tirages sont effectués sur les créanciers multilatéraux dont les plus pourvoyeurs sont la IDA/BM (47,63%) et la BID (15,99%). Les bilatéraux participent pour 8,51% avec la France (3,93%) et le Danemark (1,69%) comme les deux meilleurs contributeurs.

Tableau 6: Répartition des tirages par créancier de 2016 à 2020 (en %)

BAILLEUR	NATURE	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL 2016-2020
BAD/FAD	Multilatérale	5,86	12,12	16,98	6,44	11,61	10,60
BADEA	Multilatérale	2,27	3,59	5,37	4,56	1,26	3,41
BID	Multilatérale	4,2	17,40	21,19	24,10	13,06	15,99
BIDC(CEDEAO)	Multilatérale	1,31	6,29	1,41	0,00	1,10	2,02
FRDC(CEDEAO)	Multilatérale	0	0,00	0	0,45	0,00	0,09
BOAD	Multilatérale	6,13	0,00	0	0,00	0,00	1,23
FIDA	Multilatérale	1,74	2,29	0	0,00	0,96	1,00
IDA	Multilatérale	59,03	35,93	42,04	53,31	47,85	47,63
OPEP (OFID)	Multilatérale	0,85	2,79	5,02	0,88	1,49	2,21
BEI	Multilatérale	0	13,91	2,42	4,64	0,00	4,20
FMI	Multilatérale	15,63	0,00	0	0,00	0,00	3,13
AFD-FRANCE	Bilatérale	0	0,04	4,48	4,27	10,87	3,93
BELGIQUE	Bilatérale	0	0,00	0,93	0,00	0,76	0,34
LUXEMBOURG	Bilatérale	0	0,00	0	0,00	0,76	0,15
DANIDA	Bilatérale	1,27	5,52	0	0,00	1,65	1,69
JAPON	Bilatérale	0,32	0,00	0	0,00	1,32	0,33
FKDEA	Bilatérale	0,32	0,12	0,04	0,67	0,00	0,23
FADD	Bilatérale		0,00	0	0,37	0,95	0,33
NORDEA BANK	Bilatérale	1,25	0,00	0	0,00	0,00	0,25
FSD	Bilatérale	0,13	0,00	0,04	0,00	1,41	0,32
INDE	Bilatérale		0,00	0,09	0,30	0,00	0,10
CHINE	Bilatérale		0,00	0	0,00	4,97	1,24
TOTAL		100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

*Projection

Source : Cellule technique du CNDP

5.2.2 Les potentielles sources de financement

Dans cette partie, il est fait une étude minutieuse des potentialités de nouveaux financements dont dispose le Burkina Faso. Elles sont à rechercher aux niveaux multilatéral, bilatéral et des banques commerciales.

❖ **Au plan multilatéral :**

Le marché financier international

Le recours au marché financier international pourrait se faire à travers des émissions d'Eurobond. Il devrait permettre de mobiliser des ressources financières conséquentes pour la mise en œuvre de projets structurants et la restructuration du portefeuille de la dette. Cela nécessiterait la réalisation de préalables afin de renforcer la confiance du système financier international à l'économie burkinabè. Il s'agit notamment de l'obtention de la deuxième notation internationale et de l'amélioration de la qualité des statistiques nationales.

Le Fonds Africa50

Le recours à ce fonds vise le financement des projets d'infrastructures d'envergure à fort impact, principalement dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau et de l'assainissement. Ce fonds est porté par 27 pays africains dont le Burkina Faso, la BAD et certaines banques centrales africaines.

AFREXIMBANK

Elle est une institution financière panafricaine dont l'objectif est de financer et promouvoir le commerce intra et extra-africain. Les financements de l'institution serviront à la réalisation de projets structurants dans les domaines de la logistique, de la transformation industrielle des produits agricoles, des énergies renouvelables et des télécommunications.

La New Development Bank (NDB)

La NDB est la Banque Multilatérale créée par les pays BRICS (Brésil, Russie, Chine, Inde et Afrique du Sud). Le Gouvernement envisage une mission de prospection auprès de cette Institution multilatérale en vue d'échanger avec elle sur les modalités de coopération et sur les conditions de financement des projets éligibles à leurs guichets.

Les nouveaux instruments de la finance islamique

Les instruments de la finance islamique contribueraient au financement de projets à forte valeur sociale, surtout en termes de création d'emplois. Le recours à ces instruments requiert la mise en place d'un cadre juridique approprié et l'adhésion du pays à certaines conditionnalités notamment le respect des principes de la finance islamique. Des instructions (2 à 5) ont été prises par la BCEAO pour la mise en place de banques et des SFD dans le domaine de la finance islamique.

❖ **Au plan bilatéral :**

Des actions supplémentaires de développement et de renforcement des partenariats politiques et financiers sont à entreprendre avec certains pays tels que le Brésil, la Turquie, la Belgique, l'Inde, la République Populaire de Chine (RPC), la Suède et la Hollande en vue de profiter de l'expertise et des financements à travers les banques de développement et d'investissement de ces pays. Le rétablissement des relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine a permis de mobiliser des ressources financières pour la réalisation de plusieurs projets dans les secteurs notamment de la santé, de l'éducation, des TIC et de l'agriculture. En perspective, il s'agira de poursuivre les efforts de plaidoyer et de préparation des projets pour l'aboutissement des projets de convention dans d'autres secteurs déjà identifiés et de capter davantage de financements. Une synergie d'actions entre le Ministère en charge des finances et celui en charge des affaires étrangères permettra de mieux exploiter la base de données des partenaires au développement du Burkina Faso et de mieux orienter la coopération au développement du Gouvernement.

Les fonds privés de financement

Les fonds privés pourraient être explorés afin d'optimiser la mise en œuvre de la stratégie d'endettement. Ces fonds présentent des opportunités de financement mais sont parfois adossés à des entreprises privées d'exécution de travaux. Toutefois, au regard de leur conditions d'intervention, une attention particulière devra être de mise.

5.2.3 Les sources alternatives/additionnelles

Les financements participatifs

Le recours aux financements participatifs permettrait à l'Etat de mobiliser sa population en vue de la réalisation de projets d'intérêts publics à travers leurs apports financiers, matériels et personnels. Les résultats d'études réalisées indiquent un fort potentiel de mobilisation de ressources à travers ce canal.

Le Partenariat Public Privé (PPP)

Le Gouvernement burkinabè recourt au PPP à travers la mobilisation de l'expertise et du financement du secteur privé en raison de la baisse des financements concessionnels en particulier et de l'APD en général. Le processus de la relecture de la loi n°020-2013/AN du 23 mai 2013 relatif au régime juridique du PPP au Burkina Faso vise à améliorer la contribution des projets en PPP au développement national.

Le Fonds vert pour le climat

Le Fonds vert pour le climat (FVC) est un mécanisme financier de l'Organisation des Nations Unies, rattaché à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les ressources du FVC constituent un effet de levier pour la réalisation de projets visant à combattre les effets du changement climatique.

Blending ou Mixage de financement

L'objectif visé à travers ce mécanisme est d'utiliser l'APD comme catalyseur pour attirer des investissements privés qui, sans un tel levier, n'auraient pas été disponibles pour financer le développement. L'utilisation stratégique du Blending est motivée par sa contribution à soutenir un progrès vers les ODD en offrant la possibilité d'accroître le financement commercial et canaliser ce financement vers les investissements ayant un impact sur le développement économique et social.

Mobilisation des ressources de la Diaspora (Diaspora bond)

Il s'agira d'émettre des emprunts d'Etat réservés à la diaspora pour financer des projets de développement. Le Gouvernement entend jouer un rôle de coordination des initiatives de la diaspora visant l'essor et le bien-être des burkinabè.

VI- AXES DE LA STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE

6.1 HYPOTHESES

Pour une meilleure optimisation de l'utilisation de l'outil SDMT, la dette publique existante a été regroupée en instruments en fonction de ses caractéristiques liées principalement aux quatre variables clés (taux, maturité, devises et période de grâce) qui permettent de cerner le coût et les risques d'un portefeuille de dette.

6.1.1 Hypothèses relatives aux instruments

Les prêts extérieurs hautement concessionnels multilatéraux seront mobilisés auprès de l'IDA, du FIDA, du FAD et le Japon à un taux fixe de 0,75% avec une maturité de trente-huit (38) ans et un délai de grâce de six (06) ans.

Les financements concessionnels seront assortis d'une maturité de vingt-cinq (25) ans avec un délai de grâce de six (06) ans et un taux fixe de 1,25% l'an. Ils seront mobilisés auprès des créanciers bilatéraux traditionnels des pays de l'OCDE et les banques de développement comme la Banque islamique de développement (BID) et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA). En termes de devises, on admet que les prêts seront contractés, en dollars américains et en Euros. Cela reflète la composition actuelle du portefeuille de la dette et des récents emprunts.

Les financements non concessionnels sont également envisagés avec une maturité de 12 ans, un différé de 3 ans et un taux d'intérêt de 4,50% l'an. Le recours à ces instruments se fera conformément au programme économique et financier soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) conclue avec le FMI dans le respect des critères de performance quantitatifs arrêtés.

Les instruments du marché intérieur sont regroupés dans deux catégories : Les obligations du Trésor assorties de maturité de 3 à 8 ans et les bons du Trésor avec des maturités de 3 ; 6 et 12 mois. L'identification de cet instrument se justifie d'une part, par le choix de la monnaie comme critère d'analyse et d'autre part, par le fait que les ressources du FMI sont décaissées et saisies en CFA.

6.1.2 Hypothèses relatives aux variables de marché

Il est projeté une stabilité du taux de change du FCFA avec le dollar américain sur toute la période d'analyse. L'Euro conservera sa parité avec le FCFA.

Les taux d'intérêt des prêts concessionnels et semi-concessionnels resteront constants dans le scénario de référence. Par ailleurs, au regard des discussions en cours, les crédits-acheteurs vers lesquels pourrait s'orienter l'endettement futur sont assortis d'un taux d'intérêt de 5% sur la période.

Tableau 7 : Hypothèses sur les taux d'intérêt

Instrument	Taux	Devise	2020	2021	2022	2023
IDA_EUR	Fixe	EUR	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%
IDA_USD	Fixe	USD	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%
CONC_EUR	Fixe	EUR	1,25%	1,25%	1,25%	1,25%
CONC_USD	Fixe	USD	1,03%	1,03%	1,03%	1,03%
EUROBOND_EUR	Var.	EUR	8,00%	7,95%	7,75%	7,90%
EUROBOND_USD	Var.	USD	8,00%	8,00%	8,00%	8,00%
NCON_EUR	Var	EUR	4,50%	4,50%	4,50%	4,50%
NCON_USD	Var	USD	4,50%	4,50%	4,50%	4,50%
FMI-CFA	Fixe	XOF	1,69%	1,69%	1,69%	1,69%
CONC_CFA	Fixe	XOF	6,51%	6,51%	6,51%	6,51%
MARCHE_CFA_10	Fixe	XOF	5,79%	5,79%	5,79%	5,79%
MARCHE_CFA_5	Fixe	XOF	6,19%	6,19%	6,19%	6,19%
MARCHE_CFA_5_IF	Fixe	XOF	3,39%	3,39%	3,39%	3,39%
MARCHE_CFA_1	BAT	XOF	5,69%	5,69%	5,69%	5,69%

Source : Cellule technique d'endettement

6.1.3 Hypothèses relatives aux chocs

Quatre chocs ont été modélisés pour tester la robustesse des stratégies alternatives de financement. Ces chocs reflètent des risques pour la gestion de la dette et génèrent des écarts négatifs par rapport au scénario de référence et se résument comme suit :

- **Choc 1** : une combinaison d'une dépréciation de 15% de FCFA face au dollar et une hausse de 200 points de base sur les taux d'intérêt et 100 points de base sur les taux d'intérêt pour les instruments de financement du marché sous régional.
- **Choc2** : un choc extrême simulant une hausse de 400 points de base sur des instruments non concessionnels et 200 points de base pour les instruments de financement du marché sous régional ;
- **Choc 3** : une dépréciation de 30% de FCFA par rapport au dollar ;
- **Choc 4** : une hausse de 200 points de base sur les taux d'intérêt des instruments non concessionnels et 100 points de base pour les instruments de financement du marché sous régional.

6.2 DISCUSSION DES STRATEGIES

L'analyse du portefeuille de la dette à fin 2020 a mis en exergue la prééminence de deux (2) risques majeurs (maturité moyenne de la dette intérieure trop courte et dette arrivant à échéance dans l'année (dette à refixer) assez importante (27,8%). Aussi, l'objectif de la stratégie sera de mitiger un tant soit peu ces risques. Principalement, il s'agira d'augmenter la part de la dette extérieure qui connaît des maturités plus longues et des taux d'intérêt plus bas. A cet effet, quatre scénarii prenant en compte cet objectif ont été simulés.

6.2.1 Stratégies alternatives évaluées

Pour la SDMT 2021-2023, quatre (04) scénarii sont envisagés. Il s'agit de :

- **Stratégie (S1)** : c'est la stratégie en cours. Elle implique la poursuite du recours à l'endettement intérieur pour pallier l'insuffisance des ressources concessionnelles extérieures. Les instruments de dette intérieure à longue maturité sont privilégiés ;
- **Stratégie (S2)** : elle simule une émission internationale sur le marché financier international. Il s'agit de lever des Eurobonds pour un montant de 500 millions d'Euro à l'horizon 2022. Pour une première opération du genre, la maturité recherchée sera de 8 ans avec un amortissement au cours des trois dernières années. Cette opération devra se faire en cohérence avec le programme économique et financier conclu avec le FMI ;
- **Stratégie (S3)** : elle envisage un endettement non concessionnel extérieur ponctuel en Euro de 200 milliards de FCFA en 2021.
- **Stratégie (S4)** : elle privilégie un endettement non concessionnel extérieur en Euro d'un montant de 200 milliards de FCFA qui sera réparti équitablement sur les trois années.

Les deux dernières stratégies sont envisageables au regard de l'autorisation du FMI pour recourir à un endettement extérieur non concessionnel en euro au-delà du besoin de financement dans le but de procéder à un reprofilage de la dette.

6.2.2 Cibles visées et indicateurs de référence

En relation avec les risques de refinancement et de taux d'intérêt, la stratégie devra s'attacher à rallonger la maturité moyenne de la dette intérieure et réduire le pourcentage de dette arrivant à échéance dans l'année. Cela permettra d'amoindrir la pression sur la trésorerie de l'Etat. Pour ce faire, les cibles visées sont :

- la maturité moyenne (ATM) de la dette intérieure est portée de 3,1 ans à 3,7 ans ;
- le pourcentage de dette intérieure arrivant à maturité dans l'année est réduit de 27,8% à 11%.

Trois critères d'appréciation sont retenus pour l'analyse en relation avec l'objectif de réduction du coût de la dette et d'allongement de la maturité du portefeuille de la dette. Il s'agit des ratios :

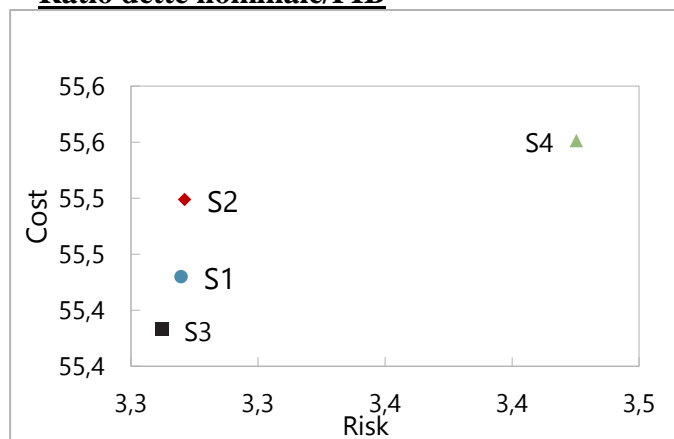
- encours de la dette sur le PIB ;
- paiement des intérêts sur le PIB ;
- paiement des intérêts sur les recettes.

6.2.3 Résultat des analyses des stratégies alternatives

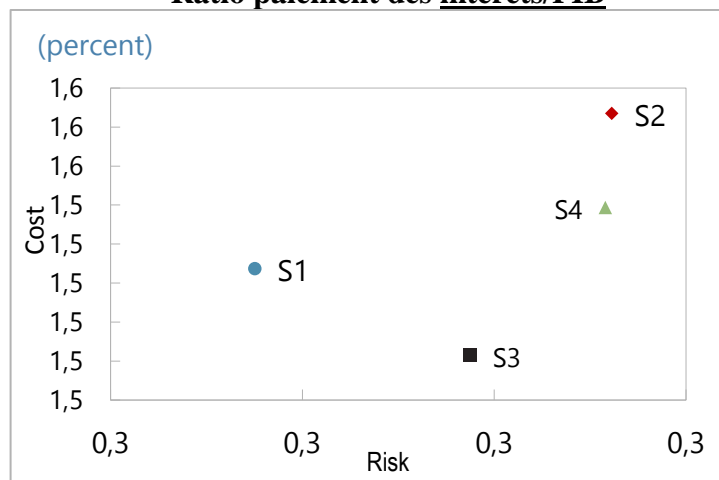
Les résultats des quatre stratégies ont été évalués pour le scénario de référence et les scénarii de risque décrits précédemment. Les trois indicateurs de coût, le ratio dette/PIB, le ratio paiement des intérêts/PIB et le ratio paiement des intérêt/recettes permettent de déterminer la manière dont les stratégies réagissent à une série de chocs. Le ratio dette/PIB permet d'analyser la capacité de l'Etat à faire face à ses engagements. Le ratio paiement des intérêts/PIB décrit la part des richesses destinée au paiement des intérêts. Le ratio paiements d'intérêts/recettes fournit des informations sur l'impact que pourrait avoir la stratégie sur le budget de l'Etat. Les résultats présentés sont ceux en fin de période, soit en 2023.

Graphique 8: Stratégies en fonction des critères d'évaluation

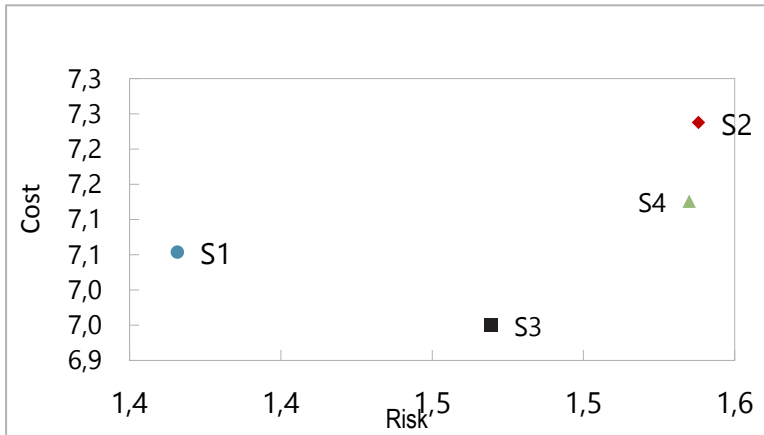
Ratio dette nominale/PIB



Ratio paiement des intérêts/PIB



Ratio paiement des intérêts/recettes budgétaires



En définitive, il ressort que la stratégie S3 serait la plus avantageuse en menant une analyse coût-risque du portefeuille de la dette. Elle consistera à :

- continuer à s'endetter en terme concessionnel autant possible ;
- émettre dette intérieure tout en essayant d'allonger les maturités ;
- maîtriser les risques d'endettement, notamment en rallongeant la maturité moyenne du portefeuille de la dette à travers un emprunt extérieur non concessionnel en euro pour procéder à un reprofilage de la dette intérieure.

Elle permettrait également de se rapprocher le plus des cibles fixées. En effet, la maturité moyenne de la dette intérieure de cette stratégie passerait de 3,12 ans en 2020 à 3,5 ans en 2023 pour une cible de 3,7 ans. Quant au pourcentage de la dette intérieure arrivant à échéance dans l'année, elle a considérablement diminué passant de 27,76% en 2020 à 11,3% 2023 pour une cible de 11%.

Ainsi, la structure de la dette publique du Burkina Faso à l'horizon 2023 devrait se présenter comme suit :

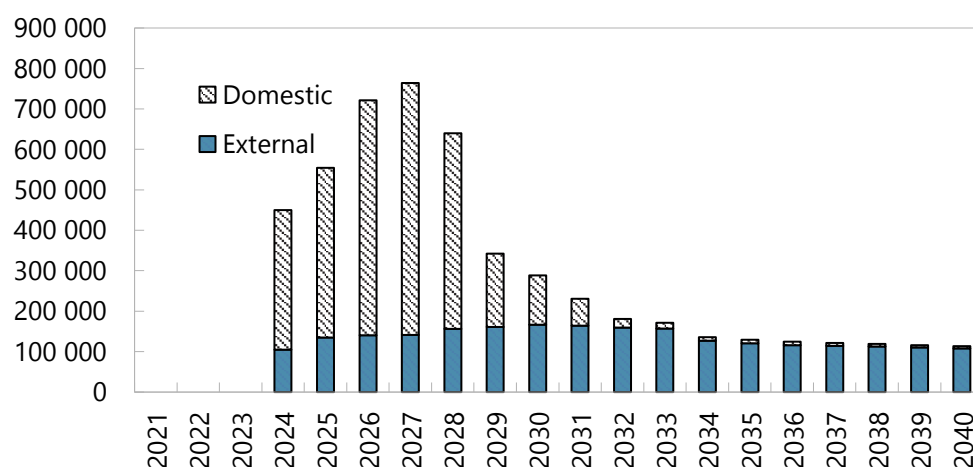
Tableau 8: Evolution des indicateurs de coût et de risque de 2020 à 2023

Indicateurs de risques		Dette totale 2020	Dette totale 2023
Encours en millions de FCFA		4 540 529,8	6 338 307,1
Encours en millions de dollar US		7 614,8	7 987,0
Encours en % du PIB		49,8	55,4
Valeur actuelle de la dette en % du PIB		40,8	44,7
Coût de la dette	Intérêts en % du PIB	1,7	1,5
	Taux d'intérêt moyen en %	3,5	2,8
Risques de refinancement	Dettes échéant dans 1 an (en % dette totale)	15,5	7,1
	Dettes échéant dans 1 an (% du PIB)	8,2	3,9
	Maturité moyenne de la dette extérieure (années)	13,7	13,4
	Maturité moyenne de la dette intérieure (années)	3,1	3,4
	Maturité moyenne de la dette totale (années)	8,5	8,8
Risques de taux d'intérêt	Temps moyen de refixation du taux d'intérêt (en années)	8,5	8,6
	Dettes à refixer dans un an (en % du total)	16,0	11,9
	Dettes à taux fixe (en % du total)	99,4	95,1
	Bons du Trésor (en % du total)	5,4	0,4
Risques de change	Dettes libellées en devises extérieures (en % du total)	47,4	54,0
	Dettes extérieures en % des réserves de devises	12,1	9,7

Source : Cellule technique d'endettement

Avec cette stratégie, le profil de remboursement se présentera ainsi qu'il suit à partir de 2023.

Graphique 9: Profil de remboursement de la dette en fonction de la stratégie retenue



Source : Cellule technique d'endettement

Cette stratégie devra permettre au Burkina Faso de pourvoir au financement des investissements pour booster son développement économique. Sa principale cible reste la maîtrise des risques d'endettement, notamment en rallongeant la maturité moyenne du portefeuille de la dette et en contenant le taux d'endettement public dans des proportions acceptables. Le rallongement de la maturité du portefeuille de la dette se fera à travers un emprunt extérieur non concessionnel en euro pour procéder à un reprofilage de la dette intérieure.

6.3 ORIENTATION DE LA STRATEGIE

Au regard du poids préoccupant de la dette intérieure et des difficultés de mobilisation de ressources concessionnelles, le recours au financement non concessionnel apparaît comme une alternative à l'amenuisement des ressources hautement concessionnelles. Il devra s'accompagner d'actions visant à réduire le coût lié à ces financements. Par ailleurs, et en lien avec l'objectif de ralentissement du recours à la dette intérieure, les instruments émis devront avoir les plus longues maturités possibles.

Les principaux axes de la stratégie se résument comme suit :

- **maintenir le recours aux ressources concessionnelles** pour le financement des besoins de l'économie. Les financements extérieurs libellés en Euro seront privilégiés au regard de leur faible coût et du risque de change peu élevé qu'ils présentent ;
- **recourir à un emprunt de ressources extérieures non concessionnelles libellées en euro** en conformité avec le programme économique et financier du FMI. Cette option se justifie par la nécessité de procéder à un reprofilage de la dette intérieure dans le sens d'améliorer la maturité moyenne du portefeuille de la dette ;
- **ralentir le recours du pays au marché financier régional** et les volumes émis sur ce marché avec des maturités plus longues.

La mise en œuvre de cette stratégie va impliquer la souscription à des garanties afin de pouvoir contracter au taux d'intérêt envisagé pour la dette non concessionnelle (4,5%). A cet effet, le pays envisage adhérer au capital de l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA) dans la perspective de bénéficier des garanties de cette institution dans le cadre du financement de ses projets et programmes de développement.

VII- PLAN DE FINANCEMENT 2021

Le plan de financement 2021 qui découle de la SDMT 2021-2023 décrit les modalités de mise en œuvre de la stratégie pendant l'exercice budgétaire 2021. Il fait ressortir d'une part, le besoin de financement de l'Etat et d'autre part, les instruments à utiliser pour couvrir le financement de ce besoin en cohérence avec leurs caractéristiques de coût et risque en vue d'atteindre des objectifs fixés à l'horizon 2023.

7.1 BESOIN DE FINANCEMENT 2021

Le besoin de financement en 2021 a été estimé à 1 283,83 milliards de FCFA décomposé en :

- déficit primaire : 378,13 milliards de FCFA ;
- paiement des intérêts de la dette : 157,17 milliards de FCFA;
- paiement du principal : 748,53 milliards de FCFA.

7.2 FINANCEMENT DU DEFICIT

En rappel, en combinant les caractéristiques de coûts et de risques, les instruments suivants ont été formulés.

Tableau 9: Description des instruments de financement

Instruments	Description
HAUTEMENT CONCESSIONNEL	Instruments hautement concessionnels (+ de 40%) provenant de l'IDA, de la BAD, du FIDA et du Japon (en Euro et Dollar US)
CONCESSIONNEL	Instruments moyennement concessionnels (35%) (en Euro et Dollar US)
NON-CONCESSIONNEL	Instruments non concessionnels (□35%) (en Euro et Dollar US)
NON MARCHE	Financements en FCFA du Fonds Monétaire International et de la Banque Ouest Africaine de Développement
MARCHE_CFA_10	Obligations du Trésor de maturité comprise entre 5 et 10 ans
MARCHE_CFA_5	Obligations du Trésor de maturité comprise entre 3 et 5 ans
MARCHE_CFA_5_IF	Obligations du Trésor de maturité comprise entre 5 et 10 ans à remboursement in fine
MARCHE_CFA_1	Bons du Trésor à maturité comprise entre 3 mois et 1 an

L'endettement du Burkina Faso en 2021 devrait se faire en fonction des instruments ci-dessus énumérés.

En considérant les caractéristiques de ces instruments, le montant total à mobiliser en 2021 sous forme de dette, à titre indicatif, est réparti ainsi qu'il suit :

Tableau 10: Ventilation des ressources à mobiliser

BESOINS DE FINANCEMENTS		Millions de FCFA	%
FINANCEMENT EXTERIEUR	HAUTEMENT CONCESSIONNEL	269 605	21,00
	CONCESSIONNEL	147 641	11,50
	NON CONCESSIONNEL	224 671	17,50

FINANCEMENT INTERIEUR	MARCHE	Obligations de 10 ans	220 000	17,14
		Obligations de 5 ans-IF	205 414	16,00
		Obligations de 5 ans	96 288	7,50
		Bon du Trésor	25 677	2,00
	NON MARCHE	Banques locales, BOAD et FMI	94 540	7,36
TOTAL			1 283 835	100

Ainsi, le plafond d'endettement pour l'année 2021 est fixé à **1 283 835 millions de FCFA** dont **641 918 millions de FCFA** au titre de la dette extérieure et le même montant pour la dette intérieure.

CONCLUSION

Le présent document de Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) servira de référentiel en matière de gestion de la dette jusqu'en 2023. Cette stratégie de gestion fera l'objet d'une revue annuelle prenant en compte les perspectives d'évolutions macroéconomiques pouvant influencer la gestion de la dette publique afin de s'assurer que les objectifs et les cibles visés sont toujours envisageables. Elle sera annexée au projet de loi de finances qui sera soumis à l'Assemblée Nationale pour adoption avant d'être publiée sur le site web du Ministère en charge des finances et ceux de certaines de ses structures. Des plans annuels de financement seront élaborés pour la mise en œuvre de la SDMT. Ces plans feront l'objet d'un suivi à travers l'élaboration de rapports à mi-parcours et de mise en œuvre qui seront publiés sur le site web du Ministère en charge des finances et ceux de certaines de ses structures.

Par ailleurs, des actions seront entreprises en vue d'optimiser la gestion de la dette en lien avec les réformes structurelles engagées pour assainir les finances publiques. A ce titre, il est retenu :

- la poursuite de la relecture des textes d'endettement pour se conformer aux standards internationaux en matière de gestion de la dette ;
- l'établissement d'une meilleure synergie entre le ministère en charge des affaires étrangères et celui en charge des finances dans le but d'optimiser les prospections de nouvelles sources de financement auprès des partenaires bilatéraux ;
- la rationalisation du choix des investissements et une meilleure préparation des projets de développement (qualité technique des dossiers et programmation physique et financière) afin de garantir un meilleur taux d'absorption des ressources issues de prêts ;
- la poursuite d'actions de mobilisation des ressources internes ;
- l'organisation de concertations au plan national sur le Partenariat Public Privé et la poursuite de la relecture de la réglementation en vue de sensibiliser tous les acteurs, en clarifiant les concepts, les rôles et responsabilités des acteurs et les implications budgétaires pour une meilleure appropriation et une mise en œuvre efficace de cet outil alternatif de financement ;
- le renforcement au plan institutionnel, de la fonction de contrôle de la dette afin de s'assurer de l'effectivité de la présente stratégie.

Liste des tableaux

<i>Tableau 1 : Répartition des tirages par instruments de financement (en milliards FCFA)</i>	4
<i>Tableau 2 : Situation des indicateurs de risque du portefeuille de la dette publique</i>	6
<i>Tableau 3 : Indicateurs des coûts et risques de la dette existante</i>	12
<i>Tableau 4 : Répartition des titres publics par nature d'instruments de 2010 à 2020 (en milliards FCFA)</i>	16
<i>Tableau 5 : Hypothèses et conditions retenues pour les titres publics</i>	17
<i>Tableau 6: Répartition des tirages par créancier de 2016 à 2020 (en %)</i>	18
<i>Tableau 7 : Hypothèses sur les taux d'intérêt</i>	21
<i>Tableau 8: Evolution des indicateurs de coût et de risque de 2020 à 2023</i>	25
<i>Tableau 9: Description des instruments de financement</i>	27
<i>Tableau 10: Ventilation des ressources à mobiliser</i>	27

Liste des graphiques

<i>Graphique 1: Composition de la dette publique à fin décembre 2019 et projetée à fin décembre 2020</i>	7
<i>Graphique 2: Dette publique sur PIB à fin décembre 2019 et à fin décembre 2020</i>	8
<i>Graphique 3: Evolution de l'encours de la dette publique de 2010 à 2020 (en milliards de FCFA)</i>	8
<i>Graphique 4: Proportion de la dette libellée en devises à fin décembre 2020</i>	9
<i>Graphique 5: Evolution du service de la dette publique de 2010 à 2020 (en milliards de FCFA)</i>	10
<i>Graphique 6: Profil de remboursement de la dette à fin 2020 (en millions de FCFA)</i>	11
<i>Graphique 7: Evolution des émissions de titres publics de 2010-2020 (en milliards de FCFA)</i>	16
<i>Graphique 8: Stratégies en fonction des critères d'évaluation</i>	23
<i>Graphique 9: Profil de remboursement de la dette en fonction de la stratégie retenue</i>	25

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	3
INTRODUCTION	4
I- MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2019	4
1.1 <i>RESPECT DU PLAFOND D'ENDETTEMENT</i>	4
1.2 <i>RISQUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2019</i>	6
II- OBJECTIF DE LA GESTION DE LA DETTE ET CHAMP D'APPLICATION DE LA STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN TERME	6
III- DESCRIPTION ET ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXISTANTE	7
3.1 <i>EVOLUTION DU STOCK DE LA DETTE</i>	7
3.2 <i>STRUCTURATION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXISTANTE</i>	9
3.3 <i>LE PROFIL DE REMBOURSEMENT</i>	10
3.4 <i>CARACTERISTIQUES DE COÛT ET DE RISQUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DECEMBRE 2020</i>	11
IV- CONTEXTE MACROECONOMIQUE	13
4.1 <i>HYPOTHESES DU CADRAGE MACROECONOMIQUE</i>	13
4.2 <i>FACTEURS DE RISQUES</i>	15
V- SOURCES DE NOUVEAUX FINANCEMENTS	15
5.1 <i>SITUATION DES FINANCEMENTS INTERIEURS</i>	16
5.1.1 <i>L'évolution des émissions de titres publics</i>	16
5.1.2 <i>Les perspectives de mobilisation des financements intérieurs 2021-2023</i>	17
5.2 <i>NOUVEAUX FINANCEMENTS EXTERIEURS</i>	17
5.2.1 <i>L'historique des mobilisations des ressources extérieures</i>	17
5.2.2 <i>Les potentielles sources de financement</i>	18
5.2.3 <i>Les sources alternatives/additionnelles</i>	20
VI- AXES DE LA STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE	20
6.1 <i>HYPOTHESES</i>	20
6.1.1 <i>Hypothèses relatives aux instruments</i>	21
6.1.2 <i>Hypothèses relatives aux variables de marché</i>	21
6.1.3 <i>Hypothèses relatives aux chocs</i>	22
6.2 <i>DISCUSSION DES STRATEGIES</i>	22
6.2.1 <i>Stratégies alternatives évaluées</i>	22
6.2.2 <i>Cibles visées et indicateurs de référence</i>	23
6.2.3 <i>Résultat des analyses des stratégies alternatives</i>	23
6.3 <i>ORIENTATION DE LA STRATEGIE</i>	26
VII- PLAN DE FINANCEMENT 2021	27
7.1 <i>BESOIN DE FINANCEMENT 2021</i>	27
7.2 <i>FINANCEMENT DU DEFICIT</i>	27

